

Quai 9 : une structure de santé indispensable

Manifeste

Alors que la campagne électorale bat son plein, il nous paraît important de rappeler un certain nombre de faits en nous basant sur plus de 10 ans d'expérience du Quai 9 à Genève.

Nous sommes conscients que la réduction des risques liés aux drogues est un sujet sensible et il est d'autant plus important d'en parler en toute connaissance de cause

NON, le Quai 9 n'est pas qu'une idée genevoise

Le Quai 9 est une structure de réduction des risques, issue de la politique des 4 piliers (prévention – thérapie – répression – réduction des risques) adoptée par la Confédération dans les années 1990 et votée en 2008 à travers la loi suisse sur les stupéfiants. En Suisse, 13 salles de consommation existent dans 8 villes différentes. Dans le monde, c'est près de 80 centres de ce type qui ont vu le jour.

OUI, la réduction des risques s'inscrit dans une démarche plus large

La réduction des risques a pour objectif d'accompagner l'utilisateur dans la préservation de sa santé en période de consommation, tout en l'informant des différents programmes thérapeutiques existants. La réduction des risques s'insère donc dans une offre thérapeutique orientée vers l'abstinence.

NON, le Quai 9 n'incite pas à la consommation

L'usage de drogues a fortement augmenté dans les années 80, bien avant que ne soit ouvert le Quai 9. Depuis son ouverture, il n'a été relevé aucune incidence sur le nombre de nouveaux consommateurs, et des bénéfices notables ont pu être perçus en termes de santé publique, de transmission VIH et autres infections.

OUI, le Quai 9 a un impact positif en termes de santé publique

Depuis 1990, le nombre de nouvelles infections au VIH/sida parmi les usagers de drogues a été divisé par 10, ce qui en fait une des populations les plus réceptives aux mesures de prévention. A Genève en 1991, 20 diagnostics positifs au VIH étaient enregistrés. En 2011, ces diagnostics positifs sont tombés au nombre de 3, montrant ainsi l'impact positif des actions de réduction des risques.

NON, le Quai 9 n'est pas une zone de non-droit

Le Quai 9 est en conformité avec la loi (LStup) et n'est pas un « no man's land ». La Police y a accès dès qu'elle l'estime nécessaire et des échanges entre la Police et la Direction de Quai 9 se tiennent régulièrement

NON, il n'y a pas de dealers au Quai 9

Aucune drogue, produit ou traitement n'est vendu au Quai 9, dont l'accès aux dealers est interdit. Une réglementation très stricte contre le deal existe au Quai 9, excluant toute personne ayant recours à de telles pratiques dans le lieu.

OUI, le Quai 9 est implanté là où il y a des usagers (et pas l'inverse !)

Le deal et la consommation de drogue étaient déjà présents dans le quartier de la gare avant l'arrivée du Quai 9. La présence du Quai 9 n'a en rien augmenté cette présence, mais a permis un encadrement de la consommation déjà présente dans le quartier.

NON, le Quai 9 n'attire pas des usagers venant d'ailleurs

Ce sont les caractéristiques urbaines, économiques et le marché de la drogue qui attirent les consommateurs de drogues vers les villes et non les prestations de réduction des risques. Heureusement, les structures de réduction des risques leur sont accessibles, car ceux-ci ne s'arrêtent pas aux frontières des cantons ou des Etats.

NON, le Quai 9 ne met pas en danger la sécurité publique

Il a été démontré que la criminalité n'avait pas augmenté avec l'installation du Quai 9. Par la responsabilisation des consommateurs, le Quai 9 limite le risque d'abandon de seringues usagées sur l'espace public. Le ramassage de seringues par des usagers volontaires est un facteur de sécurité supplémentaire.

OUI, les usagers de drogues ont aussi le droit à une prise en charge

L'usage de drogues illicites est un fait social : aucun milieu n'est épargné. Alors que la guerre contre la drogue a montré ses limites, une approche pragmatique consiste à limiter les dangers socio sanitaires inhérents à la consommation de drogues et à promouvoir la préservation de la santé, en prenant en considération les usagers.

En accord avec le Conseil d'Etat, le Quai 9 a été mis en place en 2001 à côté de la gare Cornavin, carrefour de passage important où la consommation de drogues et le deal étaient déjà installés.

Le Quai 9 est aujourd'hui géré par l'association Première ligne, qui est financée par le Canton de Genève. Il fait partie intégrante du réseau genevois de prise en charge des addictions qui regroupe la police, les acteurs médicaux (HUG, médecins privés, ARGOS...) et ceux de la prévention.

Genève, le 12 août 2013